

ne lui en vendons. Notre balance commerciale est nettement négative, l'écart se chiffrant entre un et deux milliards par an. Si nous prenons l'ensemble de nos exportations vers les États-Unis, nous verrons qu'elles atteignaient près de 83 milliards en 1984, la dernière année pour laquelle je possède des chiffres définitifs. Cette année, nous avons expédié vers les États-Unis pour 2,2 milliards de produits agricoles, autrement dit, moins de 2 p. 100 de nos exportations vers les États-Unis étaient des produits agricoles. Les Américains nous ont expédié pour 68,5 milliards de marchandises, dont 3,6 milliards de denrées agricoles. Cela représente plus de 5 p. 100 de nos échanges totaux et cela laisse notre pays avec un déficit total d'environ 1,4 milliard.

Comme les Américains se voient déjà comme des victimes dans le secteur agricole, qu'ils ont déjà et ont eu par le passé une balance commerciale favorable avec le Canada et qu'ils voient dans le Canada un marché qui leur permettra d'améliorer encore cette balance commerciale, nous sommes tout à fait convaincus, comme le serait tout observateur objectif, qu'ils insisteront encore pour que la question agricole et l'accès à notre marché soient discutés dans les négociations. Ce n'est pas là seulement une opinion personnelle, car M. Warley, de l'Université de Guelph, ne pense pas autrement.

Pour ce qui est du commerce du bétail et de la viande, il est fort possible que le Canada continue d'afficher un solde favorable à l'exportation. Je dois ajouter que ces marchés nous étaient déjà très accessibles avant le début des négociations commerciales. Depuis le début des négociations sur la libéralisation des échanges, nous avons perdu du terrain dans des secteurs où le libre-échange se pratiquait de gré à gré depuis 40 ou 50 ans. Avant le début des pourparlers, près de 80 p. 100 des échanges de biens et services de part et d'autre de la frontière se faisaient sans entrave financière ou autre. Pourtant, deux ans après le sommet qui a servi de point de départ aux pourparlers, grâce aux mesures prises à l'égard des porcs sur pied, du poisson salé et du bois d'œuvre, ce pourcentage se situe maintenant tout près de 70 p. 100. Voilà ce que les progressistes conservateurs appellent le progrès!

Nous sommes passés d'une situation de libre-échange à 80 p. 100 à une situation de libre-échange à 70 p. 100. À mon avis, le gouvernement ne s'est pas intéressé à l'aspect pertinent de nos rapports commerciaux. Je crois qu'il n'a pas du tout abordé la question du règlement des conflits. Pratiquement 80 p. 100 de nos produits circulaient sans entrave avant le début des prétendus pourparlers. Notre principal problème était celui de savoir composer avec les initiatives de la Commission du commerce international qui relève du département du Commerce des États-Unis. Cet organisme quasi judiciaire peut agir beaucoup plus rapidement que tout autre organisme canadien analogue. Ses activités ont pris de l'ampleur à la faveur de la réaction protectionniste des agriculteurs—de tous les producteurs en fait—des États-Unis face à la détérioration de leur position concurrentielle par rapport au reste du monde. Nous nous faisons constamment traîner devant ce tribunal à la demande des producteurs américains. Même après nous être soumis au mécanisme et avoir prouvé que nos produits ne sont pas subventionnés ou quoi que ce soit, ils continuent à nous harceler. La question du bois d'œuvre n'est qu'un problème parmi d'autres. Nous avons montré il y a trois ou quatre ans que notre calcul des droits de coupe ne comportait pas de subventions injustifiées. Dernièrement, nous avons dû nous défendre devant la Commission du commerce international. Après avoir négocié, le gouvernement a affaibli à tel point notre position que nous ne pouvons plus exporter sans contraintes financières qu'environ 70 p. 100 de nos produits, alors que le taux était de 80 p. 100 au départ.

La motion à l'étude constitue une tentative du gouvernement pour modérer la position de ceux qui, comme mes collègues et moi-même, ont examiné la question avec sérieux et réalisme. Le gouvernement tente de nous persuader ainsi qu'il ne permettra jamais que la protection de notre souveraineté, de nos programmes sociaux, de nos systèmes de commercialisation des produits agricoles, de notre industrie automobile et de notre identité culturelle très particulière fasse l'objet de négociations directes. Parce qu'il dispose d'une forte majorité à la Chambre, la motion sera adoptée. Les 208 députés conservateurs veilleront à ce qu'elle le